

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/aujourd-hui-il-y-a-un-ras-le-bol-generalise...>

✍ Écrit par Christophe Meunier

🕒 4 min read

"Aujourd'hui, il y a un ras-le-bol généralisé" : plusieurs centaines de fonctionnaires dans les rues de Normandie

5,7 millions d'agents de la fonction publique sont appelés, ce mardi 19 mars 2024, à se mobiliser dans toute la France pour réclamer une revalorisation de leurs salaires. En Normandie, plusieurs centaines ont répondu à l'appel des organisations syndicales.

Le rendez-vous était donné, comme d'habitude, place Saint-Pierre à Caen, le point de départ de bon nombre de manifestations. Les huit organisations syndicales du secteur avaient appelé ce mardi 19 mars les 5,7 millions d'agents de la fonction publique à descendre dans la rue pour faire entendre leur voix.

"Aujourd'hui, il y a un ras-le-bol généralisé, une inflation non compensée depuis trois ans, des gels successifs du point d'indice et le manque d'attractivité de la fonction publique. On se mobilise aujourd'hui pour obtenir une revalorisation immédiate du point d'indice, des effectifs supplémentaires et l'amélioration des conditions de travail partout où ça doit être fait", explique dans le cortège Mickaël Robe, secrétaire général adjoint de l'Union Départementale FO du Calvados.

Malgré une rare unité syndicale, les organisations redoutaient une mobilisation plus faible que lors de précédents mouvements sociaux (la réforme des retraites par exemple). Et les manifestations organisées ce mardi matin dans les deux principales villes de la région semblent confirmer ces craintes.

À Caen, les syndicats avançaient le chiffre de 1 500 personnes dans la rue contre 900 selon la police. À Rouen, les forces de l'ordre estimaient la manifestation à seulement 600 personnes. Au Havre, la préfecture a compté 430 personnes dans le cortège.

À Blainville-sur-Orne, dans l'agglomération caennaise, la mobilisation a commencé un peu plus tôt. Parmi les secteurs mobilisés lors de cette journée d'action nationale, celui de l'éducation. Ce mardi matin, à l'heure de l'arrivée des élèves, les enseignants du primaire et du collège étaient là pour les accueillir ainsi que leurs parents.

Objectif, comme de coutume, faire de pédagogie mais cette fois-ci sur les revendications du corps enseignant, des revendications qui ne se limitent pas à la seule question salariale.

"Nos services publics sont attaqués depuis que ce gouvernement est en place. La politique que mène ce gouvernement aggrave les inégalités sociales. Dans le contexte spécifique de l'éducation, j'ai du mal à croire qu'une réforme qui émane de ce gouvernement puisse résoudre les inégalités comme il le prétend", affirme Isabelle Mourlas, professeur de français.

Cette réforme qui hérissé le corps enseignant, c'est celle du "choc des savoirs" avec ses fameux groupes de niveaux rebaptisés ce week-end "groupes de besoin". Le changement d'appellation n'a en rien calmé la colère de la profession.

"Nous sommes contre le « choc des savoirs » qui stigmatise les difficultés de nos élèves, qui les répartit en groupe de niveaux alors qu'on sait que l'hétérogénéité est clairement riche pour nos enfants. C'est clairement ce qui nous met en colère", indique Thibaut Legrand, professeur d'EPS (éducation physique et sportive).

Au-delà de la philosophie de la réforme qu'ils contestent, les enseignants dénoncent le manque de moyens déployés pour la mettre en œuvre. *"C'est à moyens constants !",* s'indigne Thibaut Legrand, *"Il n'y a pas de rajout de moyens. On prend un dispositif pour en habiller un autre. Dans notre collège, concrètement, les sections sportives, le savoir nager, les dispositifs de langue, le latin, toutes ces options-là vont être mises à mal pour, justement, la constitution de groupes de niveaux. Et ça, personne ne le sait."*